

42^e session de
L'ASSEMBLÉE DES
FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

10 – 14 mars 2025

**Restitution des travaux des
commissions**

Commission des lois, des règlements et affaires consulaires

Thème 1 – Retour sur la visite du centre de Nantes (Gérard Signeret, Jean-Philippe Grange, Frédéric Schauli, Jeanne Dubard-Kajtar, Karim Dendène)

France Consulaire

Institut de formation aux affaires administratives et consulaires (IFAAC) :

- Création en 1993, rattachement à l'Académie diplomatique et consulaire, formé de 22 agents basés à Nantes ;
- Assure la formation continue des personnels chargés des affaires consulaires et de la comptabilité / gestion des ambassades et des consulats sur la base d'une programmation budgétaire annuelle ;
- Formations axées sur l'apprentissage des comportements professionnels et sens du travail en équipe, via 300 scénarios de mise en situation impliquant des comédiens professionnels ;
- Laboratoire d'innovation pédagogique format plus de 1000 agents via plus de 80 stages par an avant une première affectation ou tout au long de la carrière professionnelle ;
- Nouveaux projets 2025 : parcours en ligne pour les consuls honoraires et pour les élus représentants les Français de l'étranger ;
- Proposition de retour d'expérience et de suggestions en matière de futures formations des élus : état-civil, accès à la nationalité...

Service central d'état-civil (SCEC) :

- Le SCEC est compétent pour tous les événements liés à l'état-civil survenus à l'étranger et qui concernent les ressortissants français (naissance, reconnaissance, adoption, mariage, naissance, etc.) ;
- En 2023 : 100.000 actes d'état-civil transmis.

Centre de titre d'identité et de voyage (CTIV) :

- Pilotage de la délivrance des titres placé sous la tutelle de la DFAE et du ministère de l'Intérieur qui a un droit de regard sur la validation des demandes de titre pour des questions de sécurité et de risques de fraude ;
- Composé de 19 agents ;
- Traite 500.000 demandes dans le monde chaque année (contre 15 millions dans les mairies)
- A Nantes, le service repose sur un centre d'expertise et de ressource titre qui émane du ministère de l'intérieur pour assurer la délivrance ;
- A terme, le CTIV va couvrir la totalité des postes. Actuellement, il traite 20% des demandes mondiales. Cela permettra de soulager les postes, maîtriser les coûts. Le CTIV passera alors à 30 agents.

Sous-direction de l'accès à la nationalité française (SDANF)

Parquet civil de Nantes :

- *Parquet civil de Nantes* : Céline Mathieu-Varennes, cheffe du service civil ;
- *Effectif* : 4 à 5 magistrats ;

- *Compétence* : tutelle de 350 OEC du SCEC (notamment rectification et annulation d'actes) ;
 - *Activité* : 10.000 requêtes par an, 12.000 dossiers en instance, délais de traitement d'environ 9 mois ;
 - *Opposabilité* : pour actes UE, pas d'avocat, traitement par le parquet civil ;
 - *Exequatur* : pour actes hors UE, recours indispensable à un avocat, traitement par les juges du siège ;
 - *Transcription des actes de naissance issus de GPA* : problème sérieux, impossibilité légale si absence d'évolution législative. Article 47 CC (vérification de légalité au regard du droit français), arrêts de la cour de cassation (pas de montages inventifs), CEDH (intérêt supérieur de l'enfant) ;
 - *Communication avec les usagers* : dossier papier au départ, communications électroniques ensuite ;
- L **Recommandation 1** : davantage de formation des personnels consulaires, notamment pour qu'ils/elles puissent donner la bonne information aux usagers en poste ;
- L **Recommandation 2** : rappel de notre résolution de mars 2024 demandant une évolution législative touchant l'article 47 du Code civil, afin de sanctuariser l'intérêt supérieur de l'enfant en accord avec la CEDH ;
- L **Recommandation 3** : davantage de moyens humains alloués au parquet civil de Nantes, notamment pour un traitement des dossiers sans que l'utilisateur n'encoure des délais de 6 mois à 1 an voire plus, mais aussi pour une meilleure communication avec le public.

Thème 2 – Formulaire CERFA : de nécessaires adéquations aux spécificités des Français de l'étranger (rapport de Jean-François Deluchey)

Les principaux problèmes, qui s'appliquent le plus souvent aux formulaires Cerfa, sont les suivants :

- **Le manque de place dans les cases de formulaires pour l'insertion des champs** :
 - Noms de familles et prénoms
 - Adresses et codes postaux de résidence et de naissance
 - Numéros de téléphone internationaux
- **L'absence du code « département 99 » qui empêche l'accès à certains formulaires ou services d'information ou accès à certains droits**

Mise en ligne prochaine du rapport de Jean-François Deluchey sur le site de l'Assemblée des Français de l'étranger.

1° Résolution : adéquation des formulaires administratifs et sites internet de l'administration avec les spécificités des Françaises et Français résident et/ou nés à l'étranger adoptée à l'unanimité ✓

- Demande une révision des formulaires administratifs et sites internet de l'administration fin que ceux-ci soient adaptés aux spécificités des Françaises et Français résidant et/ou nés à l'étranger :
- Qu'il soit prévu un espace d'au moins 40 caractères pour les champs « nom de famille » et « prénoms », « adresses postales » et « adresses de résidence » dans les formulaires administratifs et modes d'accès électroniques aux informations, droits et services publics ;

- qu'il soit prévu un espace insuffisant d'au moins 15 caractères pour l'information du champ « numéro de téléphone » ;
- que, de manière systématique, le code « 99 » soit intégré à la liste des départements français pour les formulaires et les sites internet de l'administration ;
- que, pour les codes postaux étrangers, soit prévu un espace minimum de 10 caractères.

→ Demande que l'AFE soit régulièrement informée de l'avancée de ces travaux de mise en adéquation.

2° Résolution : création d'un dispositif de veille concernant l'adéquation des formulaires administratifs et sites internet de l'administration avec les spécificités des Françaises et Français résidant et/ou nés à l'étranger adoptée à l'unanimité ✓

- Demande que soit créé, au sein du comité interministériel de la transformation publique (CITP) et en coordination avec la direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire (DFAE), la direction de l'information légale et administrative (DILA) et la direction interministérielle du numérique (DINUM), un dispositif de veille concernant l'adéquation des formulaires administratifs et sites internet de l'administration avec les spécificités des Françaises et Français résidant et/ou nés à l'étranger ;
- Que l'AFE soit informée de la création et de la nature de ce dispositif.

Commission de la sécurité et des risques sanitaires

Thème 1 – Audition d’Hélène Conway-Mouret et Olivier Cadic, sénatrice et sénateur des Français de l’étranger, sur les risques d’ingérence étrangère (Baudoin de Marcellus & Pierre Leducq)

Pas de résolution.

Thème 2 – Audition de Madeleine Katende, Franck Mériau et Georges Cumbo, conseillers des Français de l’étranger résident, sur la situation politique et sécuritaire en République démocratique du Congo, au Burkina Faso et au Vanuatu (Avraham Benhaïm, Géraldine Guillemot-Peacock & Luc Dorso)

Pas de résolution.

Thème 3 – Audition de l’Association française pour la prévention des catastrophes naturelles et technologiques (Cécile Lavergne)

1° Résolution : adoptée à l’unanimité ✓

- Demande que l’AFE ou le réseau des écoles FLAM se rapproche de la Association française pour la prévention des catastrophes naturelles et technologiques (AFPCNT) pour améliorer les outils pédagogiques existants de sensibilisation aux risques de catastrophes naturelles afin que cet apprentissage permette aux étudiants à être encore plus résilients collectivement et les préparer à devenir acteurs de leur propre sécurité et de celle des autres.

Thème 4 – Audition des équipes du Centre de crise et de soutien du ministère de l’Europe et des affaires étrangères (Nadia Chaya & Geneviève Beraud-Suberville)

2° Résolution : sites internet des postes diplomatiques adoptée à l’unanimité ✓ :

- Demande qu’un onglet « Sécurité » soit créé sur les sites internet des postes diplomatiques avec les informations pertinentes adaptées au contexte de chaque poste suivant les principaux risques de chaque pays.

Thème 4 – Audition de la plateforme 17cyber.fr (Cécile Lavergne)

3° Résolution : adoptée à l’unanimité ✓

- Demande l’extension du champ infractionnel du dispositif de plainte en ligne aux infractions cyber, incluant notamment l’usurpation d’identité, les fraudes numériques, le phishing et l’extorsion en ligne.
- Demande que l’adaptation du décret n°2024-478 du 27 mai 2024 pour permettre aux Français établis hors de France d’accéder au service de plainte en ligne sans restriction géographique

- Demande la mise en place d'un système d'identification sécurisé permettant aux Français de l'étranger d'authentifier leur plainte sans obligation de présence physique sur le territoire national
- Demande l'ajout d'un lien dédié sur les sites des consulats et ambassades redirigeant vers cybermalveillance.gouv.fr et 17cyber.fr
- Demande la mise en place de campagne de sensibilisation sur la cybercriminalité auprès des Français de l'étranger, en partenariat avec le réseau diplomatique français
- Demande une meilleure coordination des différents services de signalement (Pharos, Perceval, Thésée, 17cyber) pour simplifier les démarches des victimes grâce à la mise en place d'une redirection automatique sur le service le plus adapté

Thème 5 – Audition de Mélanie Vogel et Ronan Le Gleut, sénatrice et sénateur des Français de l'étranger sur le fonds d'urgence pour les Français de l'étranger en cas de crises majeures (Sandrine Hulot, Géraldine Guillemot-Peacock & Rémi Vazeille)

4° Résolution : Fonds d'urgence pour les Français de l'étranger en cas de crises majeures adoptée à l'unanimité (-1 abstention) ✓

- Demande que les propositions de lois et les amendements relatifs aux fonds d'urgence, proposés par les sénateurs des Français établis hors de France et adoptés à l'unanimité au Sénat, soient intégrés au projet de loi actuellement à l'étude par le ministre délégué chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger.

Commission du développement durable et du commerce extérieur

Thème 1 – Radioscopie du commerce extérieur français (Christophe Lejeune)

Solde commercial en biens : -81 milliards d'euros

- **Exportations de biens : 598,3 milliards d'euros** (-1,6% par rapport à 2023). Principaux clients : Allemagne (1), Etats-Unis (2) & Italie (3). Principaux excédents sectoriels : aéronautique et spatial, parfums et cosmétiques, agri/agroalimentaire, produits pharmaceutiques ;
- **Importations de biens : 679,3 milliards d'euros** (-4% par rapport à 2023). Principaux fournisseurs : Allemagne (1), Chine (2) et Etats-Unis (3). Principaux déficits sectoriels : énergie, biens d'équipement, automobile, métallurgie.

Le déficit commercial français se réduit : 81 milliards d'euros au lieu de 98 milliards d'euros en 2023. Le solde des services est positif (+48 milliards d'euros).

L'Asie – Océanie est la première région contributrice à l'amélioration du solde grâce à la baisse des importations des biens d'équipements et des produits pharmaceutiques. Le secteur de la sidérurgie compte 300 000 emplois dans l'UE, 25% de la production d'acier est destinée aux Etats-Unis. On constate une baisse de la facture énergétique (-20%). Hors énergie, la balance courant s'améliore mais reste déficitaire à 44,6 au lieu de 54,4 milliards d'euros en 2023. Le solde commercial des ventes de voitures françaises s'est dégradé à 20 milliards d'euros en 2024 – les importations ont doublé entre 2005 et 2024). La France est le pays qui s'est le plus désindustrialisé en Europe dans le secteur des importations de voitures hybrides/électriques asiatiques (+49%). L'exportation de voitures thermiques est en chute libre.

Echanges commerciaux d'électricité positifs entre la France et les pays voisins en 2024 :

La France a enregistré un solde exportateur positif sur toutes les frontières, contrairement aux années précédentes. Le record des exportations est le résultat du triple redressement de la production énergétique : nucléaire, renouvelable et abondance de l'hydroélectrique. L'électricité bas-carbone est très compétitive sur le marché : faible émission de CO2 et bas coût de production.

Attractivité de la France - notre capacité pour attirer ou retenir des activités productives sur notre territoire :

Les principaux résultats :

- L'écart de la compétitivité-coût par rapport aux autres pays européens reste important
- La baisse des impôts de production a permis de réduire l'écart mais nous avons toujours 2 points de différence
- Coût du travail en France à 46,36 euros/heure est un des niveaux les plus hauts

Cependant :

- Meilleure attractivité du territoire français
- Stabilisation de son positionnement dans l'industrie européenne

- La France est le premier pays européen d'accueil des investissements étrangers
- Mais recul global des projets d'investissements directs étrangers (IDE) entre 2023 et 2024 de 5% et 17% sur les projets industriels dû à une certaine instabilité politique perçue et complexité administrative

Constats :

- La France a amélioré sa compétitivité en réduisant les coûts salariaux mais sans créer d'avantages comparatifs face à l'Allemagne et la Chine
- L'Allemagne, futur dommage collatéral de la guerre commerciale Etats-Unis / Chine
- L'Italie et l'Espagne, nouveaux champions de l'export au sein de l'UE

La France fait face au dilemme d'investir dans des innovations de rupture ou de continuer à fonder la majeure partie de ses exportations sur les métiers traditionnels de ses champions.

L'analyse territoriale des exportations françaises révèle que l'aéronautique domine en Occitanie et Île-de-France, les produits agricoles et alimentaires sont prédominants en Bretagne et Pays de la Loire. La métallurgie est un secteur clé dans les régions du Grand Est et d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Les entreprises françaises sont un levier majeur du redressement de la balance commerciale. Leurs faiblesses sont la concentration de 80% de leurs activités en Europe, un manque de compétitivité coûts/prix, la faible production à l'étranger et le contexte mondial incertain.

Sous l'administration Trump, les divergences entre les Etats-Unis et l'Europe vont se creuser sur des sujets clés : commerce international, intelligence artificielle, Chine, décarbonation, sécurité (OTAN), conflits géopolitiques.

Environnement international - risques de guerres commerciales :

- Le **rapport de l'OCDE 2024** indique une tendance à la restriction du commerce international sur les importations avec comme conséquences pénuries et volatilité des prix. Les mesures de restrictions touchent trois fois plus d'échanges commerciaux que les ouvertures. Les pays réagissent aux pratiques de dumping par des révisions d'accords ou par des augmentations de taxes douanières
- **Etats-Unis / Chine.** Conflits stratégiques entre la Chine et les Etats-Unis avec des droits de douanes et des quotas anti-dumping. Les Etats-Unis imposent depuis janvier 2025 10% de droits de douane aux produits chinois. La Chine a annoncé des droits de douane de 15% sur les importations de charbon et de gaz naturel liquéfié et de véhicules américains. Les Etats-Unis sont prêts à tout pour rester dominants : la Chine tout pour les remplacer.
- **Etats-Unis / Union européenne.** Mise en œuvre d'une politique commerciale offensive par Donald Trump qui vise l'UE et en particulier l'Allemagne, alliée de la Chine (+25% de droits de douane). L'Allemagne a dégagé en 2024 un excédent commercial record de 71,4 milliards d'euros avec les Etats-Unis. L'UE cherche à articuler sa politique commerciale avec sa politique industrielle.

Thème 2 – Audition de Béatrice Buisson, directrice des affaires européennes et internationales de la CPME (Pascale Richard)

La confédération des PME défend les petites et moyennes entreprises et ses entrepreneurs. Pour rappel, 99,9% des entreprises en France sont les TPE et PME. Une PME est une entreprise patrimoniale qui appartient au dirigeant. Elle peut compter plus de 250 employés. Peuvent en faire partie : artisans, industriels, commerçants, professions libérales, économie sociale et solidaire.

La CPME est organisée en commissions techniques notamment en commission des affaires européennes ou commission internationale auxquelles appartiennent 55 référents (chefs d'entreprises exportateurs). Les entreprises adhèrent via une fédération professionnelle ou filière qui elle-même adhère à la CPME ou bien localement, dans les régions.

L'enjeu de l'internationalisation des PME :

Plusieurs organismes œuvrent dans le même sens (Team France export, Direction générale du trésor, Business France, ministère délégué chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger) pour inciter à un commerce régulé et diversifié pour plus de compétitivité.

La CPME participe à ce travail de sensibilisation en analysant les outils à disposition des entreprises (cf. rapport avec les propositions à Sophie Primas, ministre déléguée chargée du commerce extérieur et des Français de l'étranger dans le gouvernement de Michel Barnier).

Regards critiques : Business France et Team France Export n'apporteraient pas un accompagnement assez soutenu/personnalisé et professionnel, mais simplement des informations. Choose France est performant pour attirer les investisseurs étrangers.

Principaux défis :

S'appuyant sur des sessions d'échanges avec des ambassadeurs étrangers en France pour mieux comprendre le tissu économique des pays et des missions à l'étranger (la prochaine sera au Japon à l'occasion de l'exposition universelle et une enquête réalisée en 2022 auprès de leurs adhérents, la CPME identifie les défis :

- Trouver des partenaires locaux
- Manque de temps et de personnel
- Absence de stratégie à moyen et long terme
- Complexité administrative avec notamment la conformité aux réglementations des pays tiers
- Risques financiers liés au délai de paiement

Enjeux environnementaux :

Multiplication des réglementations (tri des déchets, décarbonation), notamment l'obligation de transparence et de reporting avec, depuis le 31 juillet 2023, la Corporate Sustainability Reporting Directive en Europe. Cela occupe les entreprises environ deux jours par semaine. Obligations perçues comme des contraintes plutôt que des opportunités.

Création d'une direction développement durable au sein de la CPME pour informer et accompagner (événements de l'ADEME, dispositifs existants de soutien). Aider les PME à voir ces normes et réglementations comme des aides à l'exportation (exemple : les piscines françaises).

Recommandation du rapport : les aides et subventions environnementales ne devraient pas aller seulement aux grands groupes mais aussi aux PME.

Thème 3 – Audition de Marine Hashim, présidente du groupe d'expertise Transition Ecologique au Comité national des Conseillers du commerce extérieur de la France, et Matthieu Huges, fondateur de la plateforme Tikal (Pierre Lavéant)

Thème 4 – Rapport sur la conformité environnementale (Gaëlle Lecomte)

Groupe de travail créé en mars 2024 sur la base d'auditions réalisées depuis le début de la mandature. Il a pour but de faire des propositions et des recommandations pour accompagner les entreprises françaises à l'international. Les résolutions qui aboutiront seront soumises au ministre délégué chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger lors de la 43^e session en octobre 2024.

1^o Résolution : Intégration d'un espace dédié à la conformité environnementale sur la plateforme Business France adoptée à l'unanimité (-1 abstention) ✓

- Demande l'intégration sur la plateforme numérique de Business France d'un espace spécifique dédié à la conformité environnementale permettant d'alerter et de renseigner les entreprises sur les obligations et les risques liés aux réglementations environnementales dans les marchés d'exportation ;
- Demande l'enrichissement de cet espace par des ressources utiles incluant les informations pratiques ;
- Demande l'inclusion des contacts pertinents, notamment l'adresse e-mail du référent en conformité environnementale afin que les entreprises puissent solliciter un accompagnement adapté en cas de besoin ;
- Demande une collaboration accrue avec les chambres de commerce, les conseillers du commerce extérieur et les services économiques régionaux des ambassades afin d'assurer une veille réglementaire efficace et un soutien aux entreprises françaises confrontées à ces enjeux.

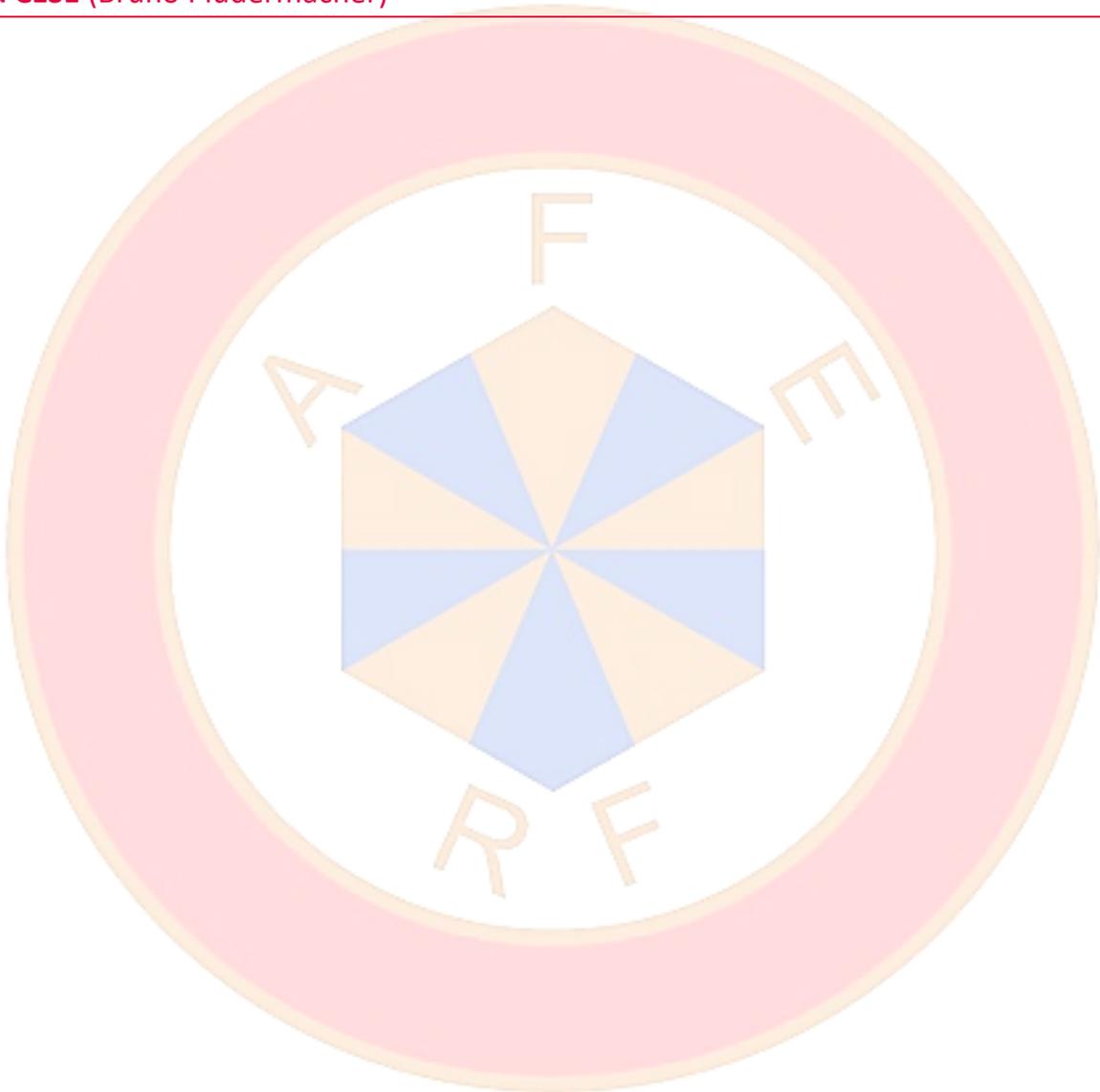
Thème 5 – Rappel du prix du développement durable et du commerce extérieur de l'AFE (Patricia Connell)

Le prix du développement durable est décerné tous les deux ans depuis 2019. Sa troisième édition se tiendra en octobre 2025 sous le haut patronage du ministre délégué chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger.

Le prix est créé pour stimuler l'émergence d'activités économiques répondant aux principes du développement durable. Il est ouvert à tous les ressortissants quel que soit son lieu de résidence mais dont l'objet de son projet se situe hors du territoire français, y compris ultramarin.



Thème 6 – Echanges Marie-Hélène Meyling (CFDT), Julie Marsaud (WWF) et Nicolas Richard (France Nature Environnement), membre de la commission environnement du CESE (Bruno Pludermacher)



Commission des finances, du budget et de la fiscalité

Thème 1 – Présentation du rapport de la Cour des comptes sur les services rendus aux Français de l'étranger (Thierry Masson)

[Cf. détail des auditions de la 42^e session de la commission des finances, du budget et de la fiscalité sur le site de l'Assemblée des Français de l'étranger.](#)

Thème 2 – Audition de Fabienne Rouchy, vice-présidente de la commission « Economie et Finances » du CESE (Cécilia Gondard)

[Cf. détail des auditions de la 42^e session de la commission des finances, du budget et de la fiscalité sur le site de l'Assemblée des Français de l'étranger.](#)

Thème 3 – Audition de Jean-Claude Charles, représentant le collectif des retraités des Français d'Italie « Pour une équité fiscale européenne » (Annie Rea)

[Cf. détail des auditions de la 42^e session de la commission des finances, du budget et de la fiscalité sur le site de l'Assemblée des Français de l'étranger.](#)

Thème 4 – Audition sur la fiscalité des non-résidents (Nadine Fouques-Weiss)

[Cf. détail des auditions de la 42^e session de la commission des finances, du budget et de la fiscalité sur le site de l'Assemblée des Français de l'étranger.](#)

Thème 5 – Présentation des travaux de la commission des finances, du budget et de la fiscalité (Daphna Poznanski-Benhamou)

[Cf. détail des auditions de la 42^e session de la commission des finances, du budget et de la fiscalité sur le site de l'Assemblée des Français de l'étranger.](#)

Thème 6 – Audition sur le coût des élections en France (Olivier Piton)

[Cf. détail des auditions de la 42^e session de la commission des finances, du budget et de la fiscalité sur le site de l'Assemblée des Français de l'étranger.](#)

Thème 7 – Audition d'Alexandre Moroïs, directeur des affaires financières du ministère de l'Europe et des affaires étrangères sur les programmes 105, 151 et 185réserve citoyenne (Thierry Masson)

[Cf. détail des auditions de la 42^e session de la commission des finances, du budget et de la fiscalité sur le site de l'Assemblée des Français de l'étranger.](#)

Thème 8 – Audition de Claudia Scherer-Effosse, directrice de l'AEFE, et Clotilde Fayet, secrétaire générale de l'AEFE, sur le budget de l'AEFE (Philippe Loiseau)

Cf. détail des auditions de la 42^e session de la commission des finances, du budget et de la fiscalité sur le site de l'Assemblée des Français de l'étranger.

1^o Résolution : Avis sur le PLF 2025 – Analyse du budget de l'action extérieure de l'Etat adoptée à l'unanimité ✓

- Demande l'application stricte de l'article 11 de la loi n°2013-659 du 22 juillet 2013 relative à la représentation des Français établis hors de France à travers la transmission de la Note Achille et des tableaux comparatifs détaillés lors du dépôt du PLF et du PLFSS.

2^o Résolution : Affectation inappropriée au programme 151 : transferts sanitaires du Vanuatu vers la Nouvelle-Calédonie et contentieux de visas adoptée à l'unanimité ✓

- Demande que ces frais qui sont de facto hors périmètre du programme 151 soit affectés à la ligne budgétaire en cohérence avec leur utilisation.

3^o Résolution : Réalisation d'études d'impact sur l'efficacité des aides sociales et des bourses scolaires allouées aux Français de l'étranger adoptée à l'unanimité (- 11 abstentions) ✓

- Demande au ministère de l'Europe et des affaires étrangères d'engager, en coordination avec l'AEFE, la réalisation d'études d'impact sur l'efficacité des aides sociales et des bourses scolaires versées aux Français de l'étranger, conformément à la recommandation n°7 de la Cour des comptes.
- Demande le recours à un organisme indépendant afin de garantir l'objectivité et la qualité scientifique des études d'impact.

Commission de l'enseignement, des affaires culturelles, de l'audiovisuel extérieur et de la francophonie

Thème 1 – Audition de Thai Mohamed-Soilihi, ministre délégué chargé de la francophonie et des partenariats internationaux

[Cf. détail des auditions de la 42^e session de la commission de l'enseignement, des affaires culturelles, de la francophonie et de l'audiovisuel extérieur.](#)

Thème 2 – Audition du groupe « Odyssey Education »

Odyssey Education :

Le groupe « Odyssey » compte 13 établissements scolaires dans le monde, 5 200 élèves (1% du réseau de l'AEFE) et 450 enseignants principalement en contrat local.

La signature d'un accord-cadre entre le groupe « Odyssey » et l'AEFE en 2020 permet aux enseignants du groupe de suivre les informations délivrées par les instituts régionaux de formation (IRF).

99% des recettes proviennent des droits de scolarité.

[Cf. détail des auditions de la 42^e session de la commission de l'enseignement, des affaires culturelles, de la francophonie et de l'audiovisuel extérieur.](#)

1^o Résolution : Inviter les conseillers des Français de l'étranger au conseil d'établissement du réseau, en tant que membres siégeant avec voix consultative adoptée à l'unanimité ✓

→ Demande qu'une note spécifique soit transmise aux personnels de direction des 600 établissements scolaires du réseau de l'AEFE, indépendamment de leur statut (EGD, conventionnés et partenaires) afin de rappeler aux chefs d'établissements de convier les conseillers des Français de l'étranger au conseil d'établissement de leur circonscription, en tant que membres siégeant avec voix consultative (qui peut être organisé en mode hybride).

Thème 3 – Audition de l'AEFE

Le réseau de l'AEFE compte 600 établissements scolaires dans le monde et près de 400 000 élèves.

En 2024, on observe une baisse du nombre d'élèves de nationalité française. 26 nouveaux établissements ont apporté 3 309 élèves et 53 extensions d'homologation ont apporté 7 699 élèves. On observe une croissance des établissements partenaires avec +4,5% et une baisse au sein des établissements en gestion directe de 1,3% et des établissements conventionnés de 2,1%.

Concernant le bornage à 6 ans pour les enseignants détachés : l'AEFE a manifesté son inquiétude concernant le recrutement de personnels.

[Cf. détail des auditions de la 42^e session de la commission de l'enseignement, des affaires culturelles, de la francophonie et de l'audiovisuel extérieur.](#)

2^o Résolution : Conditions de détachement des personnels du réseau de l'AEFE **adoptée ✓**

Demande la suspension de l'application de la note de service et la possibilité pour les détachés impactés dès cette année de voir leur mission prorogée, sur avis favorable du chef d'établissement selon la procédure.

- Demande l'évaluation des effets de cette mesure de bornage sur le recrutement, la stabilité des équipes et l'attractivité du réseau de l'AEFE.
- Demande une concertation approfondie entre les acteurs concernés (MENJ, MEAE, syndicats et représentants des personnels) pour envisager des solutions viables et équilibrées.

Thème 4 – Audition de la sous-directrice de l'aide à la scolarité

On observe une chute de 25 000 boursiers sur la mandature de l'AFE, du fait de l'augmentation de la contribution progressive de solidarité (CPS), la baisse de l'indice de parité du pouvoir d'achat (IPPA) et la baisse du nombre de demandeurs (lourdeur administrative ?).

Un rapport a été mandaté par l'AEFE sur la mixité dans le réseau.

[Cf. détail des auditions de la 42^e session de la commission de l'enseignement, des affaires culturelles, de la francophonie et de l'audiovisuel extérieur.](#)

3^o Résolution : Lancement d'une réflexion globale sur la mixité sociale au sein des établissements du réseau de l'AEFE **à réexaminer**

- Demande qu'un rapport soit fourni avant l'été dans le cadre de la tenue des Assises de la protection sociale.
- Demande que l'AFE soit étroitement associée à cette réflexion.

Commission des affaires sociales et du monde combattant, de l'emploi et de la formation

Thème 1 – Rapport de la Cour des comptes sur les services consulaires rendus aux Français de l'étranger (Denis Glock et Franck Barthelemy)

Le rapport souligne la nécessité d'une réflexion stratégique pour concilier économies et qualité du service, ainsi que l'importance de renforcer les contrôles et d'évaluer l'impact des aides sociales.

[Cf. détail des auditions de la 42^e session de la commission des affaires sociales et du monde combattant, de l'emploi et de la formation.](#)

1^o Résolution : Saisine de la 6^{ème} chambre de la Cour des comptes afin de conduire une « mission flash » d'audit de la Caisse des Français de l'étranger adoptée à l'unanimité ✓

- Demande la saisine de la 6^{ème} chambre de la Cour des comptes afin de diligenter une « mission flash » d'audit de la Caisse des Français de l'étranger.
- Demande d'associer le conseil d'administration de la Caisse des Français de l'étranger à cet audit.

Thème 2 – Réponses des élus aux violences intra-familiales (Élise Léger)

Audition de deux associations :

- « Save You » : accueil numérique de la parole des victimes dans le monde entier, aide vers le retour en France.
- ECVF : réseau d'élues et de collectivités engagées pour faire reculer les violences faites aux femmes notamment avec l'organisation de formations à destination des élus.

Recommandations :

- Formation des élus à l'AFE par une association d'élus telle qu'ECVF lors de la session d'octobre 2025.
- Extension de cette formation à tous les conseillers des Français de l'étranger via l'IFAAC en 2026.

[Cf. détail des auditions de la 42^e session de la commission des affaires sociales et du monde combattant, de l'emploi et de la formation.](#)

2^o Résolution : Baisse généralisée de 5,5% du taux de base des aides sociales adoptée à l'unanimité ✓

- La baisse de 5,5% du taux de base affectera directement les 4 255 allocataires.
- Cette décision a été prise faute d'un budget nécessaire au maintien des taux de base existants.
- Demande au gouvernement de revenir sur la décision de la commission permanente pour la protection sociale des Français de l'étranger en annulant la baisse généralisée de 5,5%.

Thème 3 – Assises de la protection sociale des Français de l'étranger

Calendrier des Assises :

1^{ère} étape - Mars 2025 : état des lieux des dispositifs existants et lancement de la « plateforme des assises »

2^{ème} étape - Mars à septembre 2025 : débats sur trois thèmes

⇒ Aides sociales directes et indirectes de mars à mai 2025

⇒ Avenir de la caisse des Français de l'étranger de mai à juillet 2025

⇒ Bourses scolaires et AESH de juillet à septembre 2025

3^{ème} étape - Octobre 2025 : phase de restitution et remise des actes

Méthodologie :

Les Assises seront accompagnées par un **collège d'experts** composé de 5 personnalités reconnues dans les domaines des affaires consulaires, de la protection sociale, des politiques de santé publique et du droit.

La **Commission nationale du débat public** assistera les organisateurs des Assises pour garantir la bonne conduite des consultations.

3^o Résolution : Contribution du réseau consulaire aux Assises de la protection sociale à réexaminer

Signature de l'accord de partenariat entre le MEAE et la plateforme « Save You / The Sorority »

En présence de Laurent Saint-Martin, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger, d'Aurore Bergé, ministre déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations et de Mme Priscilla Routier, directrice générale de The Sorority Foundation.

« Aucune Française victime de violence ne doit être laissée sans solution, que ce soit en France ou à l'étranger ».

Intervention de Laurent Saint-Martin, ministre chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger

Principales annonces :

- Poursuite de l'expérimentation relative au renouvellement à distance des passeports à partir du mois de juin.
- Visioconférence envisagée avec celles et ceux qui le souhaitent sur l'explication du budget.
- Même trajectoire en matière d'effectifs pour 2025.
- Débat sur les classes moyennes et les aides sociales dans le cadre des Assises de la protection sociale.
- Organisée d'une « journée défense et citoyenneté » en ligne pour tous les jeunes Français de l'étranger.
- Arrêté sur la résidence de repli à venir.
- Lancement d'une mission de l'inspection générale des finances sur la fiscalité des Français de l'étranger (point sur les contributions et les aides des Français de l'étranger).